



**Erika Schnyder, syndique
Commune de Villars-sur-Glâne
1752 Villars-sur-Glâne**

Le mot de la syndique (Cinquante-quatrième billet, mars 2018)

Chères habitantes et Chers habitants de la Commune,

Le budget 2017 présentait un important déficit de 2,4 millions de francs, tandis que les comptes, eux, affichent un confortable résultat, avant provisions, de quelque 3 millions de francs. Une fois les provisions faites et des réserves dissoutes, il reste un bénéfice de plus de 100'000 francs. Cette différence soulève forcément des interrogations. Comment peut-on justifier un tel écart entre le budget et les comptes ? La réponse tient à trois facteurs : le plus important, les rentrées fiscales; le second, la maîtrise des dépenses et le dernier, les recettes imprévues.

Les rentrées fiscales sont très difficiles à prévoir. Si celles provenant des personnes physiques sont stables, c'est bien la fiscalité des personnes morales qui a évolué plus favorablement que prévu. On ne le répètera jamais assez, Villars-sur-Glâne est très dépendante de ses personnes morales. Or, le Conseil communal s'est montré extrêmement prudent dans son estimation, se fondant sur les résultats connus lors de l'élaboration du budget et qui démontraient des bénéfices en baisse. Cependant, grâce à la reprise économique, les personnes morales ont retrouvé un nouvel essor, améliorant ainsi leur marge bénéficiaire, qui s'est traduite par une hausse de leur assiette fiscale. C'est ainsi que des recettes inattendues ont pu être comptabilisées.

Près de la moitié des dépenses communales sont des dépenses dites liées, c'est-à-dire découlant de la loi ou d'obligations contractuelles : dans les domaines du social, de la santé, scolaire, des transports, de l'aménagement du territoire, des eaux, etc. Quant aux dépenses dites libres, elles concernent des décisions prises par le Conseil communal, dans le cadre de la gestion de la commune, par exemple : l'aménagement des chemins et routes communaux ou les prestations en faveur de la population. Lors de l'élaboration du budget, il faut prévoir les travaux à réaliser, afin de ne pas être privé de moyens financiers, le moment venu. Mais il arrive que ces travaux ne soient pas effectués dans les délais prévus ou qu'ils aient été retardés, voire reportés, de sorte que la dépense n'a pas lieu dans l'exercice concerné, ce qui aboutit à une économie. Le Conseil communal administre ces postes avec la plus grande rigueur, afin d'éviter des dépenses exagérées, quand bien même les aurait-il inscrites au budget, preuve en est des diminutions des charges nettes. Enfin, les charges liées ont, elles aussi, été moins onéreuses.

Le troisième facteur enfin résulte de subventions ou ristournes spécifiques, impossibles à prévoir et qui n'ont lieu qu'une seule fois. Pour 2017, il y a eu, par exemple, une importante ristourne sur les charges d'énergie.

Cela posé, le Grand Conseil vient d'adopter la loi sur les finances communales qui introduit un nouveau plan comptable, le MCH II. D'après ce système, en cours pour les entreprises commerciales, il y a lieu de prendre en compte le patrimoine communal à sa valeur effective, afin d'avoir plus de transparence. Cela implique aussi une réévaluation du patrimoine administratif. Cette opération aura pour effet de gonfler les bilans des communes. Or, le patrimoine administratif est celui qui est nécessaire à une collectivité pour exécuter ses tâches publiques. Il ne peut servir à sa fortune puisque la collectivité ne peut en disposer à sa guise.

C'est, par exemple, le cas des routes, des écoles, des parcs urbains et des structures analogues. Ces règles auront des incidences sur les budgets et comptes futurs des communes. Par ailleurs, la nouvelle mouture de l'ex-RIE III, la PF 17 aura elle aussi des conséquences non négligeables sur les communes puisqu'elle diminuera la fiscalité des personnes morales. Or, le Grand Conseil a aussi adopté la révision de la loi sur la péréquation financière intercommunale, mais sans tenir compte des effets de la PF17. Sachant que la Commune de Villars-sur-Glâne est celle qui paie la part la plus importante à la péréquation, pour environ 10 millions de francs, il aurait été judicieux de prévoir des ajustements en fonction des pertes fiscales importantes à venir. Lors des débats parlementaires, la Conseillère d'Etat Marie Garnier a estimé qu'en raison de PF 17, la part de Villars-sur-Glâne à la péréquation intercommunale devrait diminuer quasi de moitié. C'est donc dire l'importance de la perte fiscale dont il y a lieu de s'attendre.

Dans ce chapitre, il y a aussi le phénomène de la double péréquation qui pénalise encore la commune. En effet, en plus de la péréquation financière intercommunale, les grandes communes supportent une deuxième péréquation au travers des tâches accomplies par les associations de communes. Généralement ces nouvelles péréquations sont plus lourdes pour les communes à fort potentiel fiscal, qui passent ainsi deux fois à la caisse. Le Conseil d'Etat n'a pas voulu s'occuper de ce type de péréquations, renvoyant les communes dos à dos. Chaque fois que notre commune intervient pour attirer l'attention sur l'ensemble de ces problèmes, il lui est répondu qu'elle n'a qu'à augmenter son taux d'impôt! Avec le succès que l'on sait. Pour atténuer ces effets futurs de la PF17, le Conseil communal a prévu des provisions, à hauteur de 3,5 millions de francs, possibles au vu des bons résultats comptables.

Cela dit, il n'est pas non plus inutile de rappeler que, en raison des investissements importants réalisés entre 2016 et actuellement (écoles, bâtiment administratif), la dette est passée de 48 millions de francs à 77 millions de francs (arrondis). Fort heureusement, au vu des taux d'intérêt très bas, voire rémunérateurs (la Commune touche un intérêt sur un prêt qu'elle a contracté), les effets de la dette sont moindres sur les finances communales.

Je voudrais terminer ce billet en prenant congé de « notre » Conseillère d'Etat, Marie Garnier, qui quittera sa fonction le 30 avril 2018. Aux termes d'une législature et demie d'une collaboration plutôt chaotique au sein du Gouvernement, Marie Garnier a rendu son tablier, malgré une belle réélection, victime d'une affaire pour laquelle elle fait nettement figure de bouc émissaire. Certes Marie Garnier a un caractère bien trempé, n'hésitant pas à bousculer l'ordre établi d'une institution pour le moins statique et ne craignant pas de s'exposer. Ce fût peut-être la fois de trop, pour laquelle elle-même et sa famille ont payé un lourd tribut. Marie Garnier n'aura – et de loin – pas démérité tout au long de son mandat. Elle a osé s'attaquer aux multiples problèmes de son dicastère : dépoussiérage et réforme de services inefficaces ou aux tâches redondantes (Etat civil, naturalisations, vétérinaire, chimiste, agricole...), conduite de projets longs et difficiles (finances communales, fusions, structures territoriales) et reprise de quelques dossiers laissés en plan (Grangeneuve, surfaces d'assollement). Personnellement, je regrette son départ, en cours de route, même si la collaboration n'a pas toujours été facile. Pour cette fin de carrière, rien ne lui aura été épargné, même pas l'humiliation suprême de la part d'un Parlement mesquin et vindicatif, qui lui aura infligé le dernier camouflet, en levant son immunité parlementaire, afin qu'elle réponde devant la justice de ses actions. Une honte pour les institutions politiques qui n'en sortent pas grandies. Pour son dévouement, son travail et son engagement, elle a droit à la reconnaissance de sa commune de domicile. Je lui dis donc simplement Merci et lui souhaite une sérénité enfin retrouvée.

Erika Schnyder, syndique